



**AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MISE EN PLACE DE SERVICES COMMUNS ENTRE LA  
COMMUNAUTE DE COMMUNES MAREMNE ADOUR COTE SUD ET LE CIAS DE MACS**

*Art. L.5211-4-2, alinéas 1 à 3 du CGCT*

**Entre les soussignés :**

La communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud représentée par son président Monsieur Pierre Froustey, dûment habilité par délibération du ....., ci-après dénommé l'EPCI,

D'une part,

**Et**

Le centre intercommunal d'action sociale (CIAS) de Maremne Adour Côte-Sud, représenté par son vice-président, Monsieur Pierre Laffitte, dûment habilité par délibération du ....., ci-après désigné le CIAS,

D'autre part,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014- 58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et de l'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM) ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-4-2 relatif à la création de services communs ;

VU le code de la fonction publique ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;



VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021, 28 mars 2024 et 24 juin 2025, portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 septembre 2025 portant modification de la délégation d'une partie des attributions du conseil au bureau communautaire et au président ;

VU la délibération de la communauté de communes en date du 23 septembre 2021 portant approbation d'une convention de services communs entre la communauté de communes MACS et le CIAS de MACS ;

VU la délibération du conseil d'administration du CIAS en date du 4 octobre 2021 portant approbation d'une convention de services communs entre la communauté de communes MACS et le CIAS de MACS ;

VU la convention de mise en place de services communs entre la communauté de communes MACS et le CIAS signée le 4 octobre 2021 ;

VU l'avis favorable du Comité social territorial commun MACS/CIAS en date du 13 novembre 2025 ;

CONSIDÉRANT le motif d'intérêt général lié à l'organisation des services de MACS et du CIAS rendant nécessaire de porter modification par avenant à la convention de mise en place de services communs ;

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1**

Le service ressources humaines n'est plus mis en commun à partir du 30 juin 2026.

### **Article 2**

Les effectifs du service ressources humaines de MACS et du service ressources humaines du CIAS sont rétablis en l'état antérieur. Le CIAS ne remboursera donc plus annuellement les frais liés aux salaires des agents initialement transférés.

Fait à Saint Vincent de Tyrosse le ..... en deux exemplaires



Pour l'EPCI  
Le président

Pierre Froustey

Pour le CIAS  
Le vice-président

Pierre Laffitte